

# La Deux

## Barroso: l'euro est un «bouclier contre la crise»

L'euro est un « bouclier de protection » contre la crise, a estimé le président de la Commission européenne José Manuel Barroso dans un entretien diffusé mercredi, rejetant les craintes d'un éclatement de la monnaie unique ou de la zone euro. « L'euro n'est pas en danger. La situation est nettement plus mauvaise hors de la zone euro qu'à l'intérieur. Comparez donc les évolutions de l'Islande et de l'Irlande », a-t-il déclaré. Avec les déficits qui s'accumulent, les craintes d'un éclatement de la zone euro créée il y a dix ans sont revenues sur le devant de la scène.

## Wells Fargo annule un voyage à Las Vegas

La banque US Wells Fargo, récemment recapitalisée (25 milliards de dollars) par les pouvoirs publics, a dû annuler un luxueux séjour à Las Vegas pour ses cadres méritants après que la presse a eu vent de l'histoire. La banque avait réservé 12 nuits dans deux grands hôtels de Las Vegas. Il s'agissait là d'une tradition bien établie pour récompenser ses cadres méritants : dans le passé, il lui est arrivé d'inviter plus d'un millier d'employés et d'hôtes. Mais cette affaire a fait mauvais effet alors que des milliards ont été dépensés pour sauver des banques à l'origine de la crise.

## Les grands employeurs belges engageront en 2009

Malgré la crise économique, les plus grands employeurs de Belgique recruteront 12 000 personnes en 2009, selon une enquête réalisée par le mensuel Bizz Magazine. L'entreprise Colruyt (photo) devrait à elle seule engager 3 000 à 3 500 personnes. Le nombre de recrutements envisagés dans les 34 plus grandes entreprises est moins important que dans la précédente en-



Photo: Belgica

quête annuelle. Seules quelques entreprises envisagent en fait d'engager plus de personnel cette année qu'en 2008. C'est le cas de Colruyt, mais aussi d'Alcatel-Lucent, de la STIB et de Telenet. Les profils les plus recherchés sont les spécialistes des technologies de l'information et les responsables commerciaux et techniques, davantage que les juristes. ♦

## Cinq pays de l'ex-URSS s'arment face à la crise

La Russie et quatre autres pays de l'ex-URSS (Biélorus, Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan) ont décidé mercredi à Moscou de créer un fonds commun de 10 milliards de dollars pour lutter contre les conséquences de la crise économique, a annoncé le président biélorusse Alexandre Loukachenko. « Nous avons créé un fonds de dix milliards de dollars. C'est un coussin de sécurité pour le cas où la situation deviendrait soudainement très critique pour un pays particulier », a dit M. Loukachenko à l'issue d'une réunion des présidents des cinq pays.

### Editorial

par Alain Narinx  
Journaliste



# La Chine, premier marché automobile aux pieds d'argile

## Fortis : une enquête du Parlement reste pertinente

L'ambition de mener une commission d'enquête parlementaire sur le « Fortisgate » s'était fracassée avec éclats, mardi, sur un rapport radical d'experts. Pour eux, la mission assignée aux députés viole la séparation des pouvoirs et seule la Justice peut faire « triompher le droit et la vérité ». Plusieurs politiques ont aussitôt martelé leur volonté de poursuivre les travaux parlementaires. Eux aussi entendent faire la clarté sur les événements qui ont conduit à la démission

Chambre. Or, en l'espèce, c'est bien de cela qu'il s'agit. L'objectif de la commission d'enquête est bien d'examiner les violations présumées à la séparation des pouvoirs. Ce n'est pas de se substituer aux procédures judiciaires en cours. L'interprétation donnée par les experts aux compétences du Conseil supérieur de la Justice (CSJ) laisse dubitatif. Le CSJ aurait, selon eux, le monopole du contrôle externe de la Justice. Cela ne semble pourtant pas être la volonté du législateur.

Le contrôle de l'exécutif est au cœur de la mission de la Chambre. Or, en l'espèce, c'est bien de cela qu'il s'agit.

d'Yves Leterme fin décembre. Un parfum de guerre des pouvoirs a surgi. Hier soir, les experts se sont toutefois dits prêts à remettre l'ouvrage sur le métier afin de permettre à l'enquête parlementaire de se poursuivre. C'est assurément un pas dans le bon sens. Pour éviter une telle guerre des pouvoirs. Mais surtout car une enquête parlementaire reste pertinente. Bien sûr, elle doit s'entourer de la plus grande prudence. Elle doit multiplier les précautions. Sans doute s'interdire certains actes. Afin, effectivement, de ne pas violer la séparation des pouvoirs. Le Parlement est élu. Il est l'émanation de la Nation. Il reste le cénacle approprié pour analyser pareils faits et surtout pour en tirer les enseignements politiques. Le contrôle de l'exécutif est au cœur de la mission de la

Le Parlement doit pouvoir, dans les règles de l'art, contrôler les instances judiciaires. Les questions restent posées. La plus importante : le cabinet d'Yves Leterme a-t-il, oui ou non, fait pression sur des magistrats pour influencer le verdict de la cour d'appel de Bruxelles des pouvoirs. Mais surtout car une enquête parlementaire reste pertinente. Bien sûr, elle doit s'entourer de la plus grande prudence. Elle doit multiplier les précautions. Sans doute s'interdire certains actes. Afin, effectivement, de ne pas violer la séparation des pouvoirs. Le Parlement est élu. Il est l'émanation de la Nation. Il reste le cénacle approprié pour analyser pareils faits et surtout pour en tirer les enseignements politiques. Le contrôle de l'exécutif est au cœur de la mission de la

Pékin a ravi aux USA le titre de leader mondial en janvier, sur base des ventes mensuelles. Il y a toutefois moins de raisons de se réjouir côté chinois que de se lamenter côté américain.

En janvier, les ventes de voitures se sont élevées à quelque 790 000 unités en Chine, selon les estimations faites par Mike DiGiovanni, le directeur de l'analyse du marché chez General Motors cité par la revue spécialisée « Automotive News ». Pour autant que ce chiffre soit confirmé, cela signifie que la Chine a dépassé les Etats-Unis pour occuper la première place mondiale des marchés automobiles. Au pays de l'Oncle Sam, en effet, les ventes d'automobiles ont chuté de près de 40 % le mois dernier à 653 215 unités — ou à 668 000 selon les calculs du directeur de GM. C'est la première fois dans l'Histoire que les Chinois passent devant les Américains. Sur la base des résultats de janvier, DiGiovanni pense que les ventes pourraient atteindre 10,7 millions d'unités cette année en Chine, contre 9,8 millions aux USA. D'autres experts tablent sur 10,5 millions pour les ventes US en 2009, ce qui resterait de toute façon inférieur au score projeté pour l'empire du Milieu. La nouvelle suprématie chinoise pourrait donc durer.

UN DÉTAIL Vient-on de franchir un cap symboliquement important ? « Non, c'est le genre de détail dont je me moque, répond Gaëtan Toulemonde, analyste de Deutsche Bank à Paris. Ce n'est pas vraiment surprenant. Il y a 282 millions de citoyens aux Etats-Unis contre 1,3 milliard en Chine. Dans vingt ans, vous verrez qu'on vendra beaucoup plus de voitures en Chine... Mais ce ne sont pas les Chinois qui financent le déficit US. » En réalité, le passage de témoin entre les deux marchés illustre surtout l'ampleur du recul américain. D'autant plus que le marché automobile chinois est lui aussi en train de décélérer furieusement.



Les Chinois ont acheté 790 000 véhicules en janvier : un record aux implications pas forcément positives.

Les ventes de janvier aux Etats ont touché un plus bas depuis 1963. L'an dernier, elles avaient reculé de 18 % à 13,2 millions de véhicules. Et si elles tombent effectivement à 10,5 millions cette année, elles reviendraient ainsi au niveau des ventes de 1982. Sur les 27 années qui nous séparent de ce précédent plancher, la population des USA a augmenté d'un tiers, ce qui donne une idée du grand écart en cours. Les Chinois n'ont pas de raison particulière de pavoiser. Les construc-

teurs automobiles du pays ont vu leurs ventes progresser d'un maigre 6,7 % l'an dernier sur 2007 (+6,4 % pour les véhicules à moteur privés) : le rythme de croissance le plus faible sur la décennie écoulée, selon les données de l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM). En novembre, les ventes ont même diminué (-3,8 %). Et la CAAM pronostique la poursuite du tassement cette année à +5 %. Le constat est identique pour les exportations chinoises. Le pays

a exporté l'an dernier 680 700 véhicules, soit 11,1 % d'unités en plus qu'en 2007 : la progression est plus faible qu'un an avant. Et surtout, sur les cinq derniers mois de l'an dernier, les exportations ont carrément baissé.

N'oubliez pas l'Europe Pékin a jugé la situation suffisamment grave pour arrêter une série

de mesures de soutien à son industrie automobile. En décembre, le gouvernement a concocté un plan prévoyant une prime au remplacement du véhicule, la suppression de la taxe à l'achat, etc. Autre signal : Volkswagen a démenti hier l'information selon laquelle il renoncerait à agrandir une usine d'assemblage à Chengdu (sud). Dans la foulée, VW a confirmé son intention d'investir 2,4 milliards d'euros en Chine sur trois ans. Un journal local, « The Oriental Morning Post », avait précédemment annoncé que la joint-venture FAW VW avait revu son projet à la baisse en raison du ralentissement de la demande en Chine. De l'avis d'Alexandre Iatrides, analyste chez KBL Richelieu, le chiffre des ventes de janvier ne permet en tout cas pas de conclure à une stabilisation, voire un début de reprise de l'économie chinoise. Comme d'autres observateurs, il considère que le seul enseignement à en tirer est que la baisse du marché US a atteint des proportions jamais vues. « Comme la crise est avant tout américaine, poursuit-il, ses répercussions sur les pays émergents restent limitées. Ces pays ont un an de retard sur la crise US. »

« Ce n'est pas vraiment surprenant. [...] Mais ce ne sont pas les Chinois qui financent le déficit américain. »

G. Toulemonde

Selon lui, le premier marché automobile mondial reste... l'Europe, avec 14,7 millions de véhicules immatriculés en 2008. Quant au « score » chinois, il reflète surtout l'évolution démographique et l'urbanisation grandissante à l'œuvre entre le fleuve Amour et le Yang Tsé Kiang. ♦ Michel Lauwers

## ÉPINGLE PAR VADOT

Alors, Mister President, il paraît que vous êtes à la recherche de collaborateurs intègres ?



Je les nommerais bien, mais j'ai peur d'encore Foier...

### Portrait

## Gideon Gono, le docteur hyperinflation du Zimbabwe

GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DU ZIMBABWE

Le gouverneur de la banque centrale du Zimbabwe Gideon Gono peut se targuer d'avoir créé la plus forte inflation du monde. À son arrivée à la tête de l'institution en novembre 2003, le taux d'inflation s'élevait à 619,5 %. Il atteint actuellement 231 000 000 % (NDLR: non, il n'y a pas d'erreur) selon les statistiques officielles, mais les économistes estiment qu'il s'élèverait désormais à plusieurs milliards de pour cent. Le recours massif à la planche à billets par Gideon Gono a en effet engendré une hyperinflation accompagnée d'une forte dévaluation de la monnaie. Lundi dernier, Gideon Gono a d'ailleurs décidé de retirer pas moins de 12 zéros de la monnaie locale et d'introduire sept nouveaux billets pour tenter d'injecter une nouvelle fois de l'argent liquide dans une économie asséchée. En août 2008, la Banque centrale avait déjà retiré dix zéros d'un coup au dollar zimbabwéen qui a perdu toute valeur. Dimanche, un dollar américain représentait 3 000 à 4 000 milliards de dollars zimbabwéens. Mais en pratique, c'est désormais le dollar US qui est échangé au Zimbabwe, alors que le salaire moyen — 26 000 milliards de dollars zimbabwéens — d'un enseignant permet à peine d'acheter deux pains. Pendant

ce temps-là, Gideon Gono, dont le mandat a été reconduit pour cinq ans, jusqu'en 2013, vient d'achever la construction d'un petit château doté entre autres de 47 suites et d'une piscine en verre, à Harare, non loin de la résidence du président Robert Mugabe, dont il est le bras droit et le conseiller financier. Une opulence qui contraste avec l'effondrement depuis le début des années 2000 de l'ancien grenier à blé de l'Afrique. La production s'est effondrée, les infrastructures sont en ruine, le taux de chômage atteint 94 % et sept millions de Zimbabwéens, soit plus de la moitié de la population, dépendent d'une aide alimentaire. Et la situation s'aggrave chaque jour alors qu'une épidémie de choléra a fait plus de 3 300 morts depuis le mois d'août. Tout comme le président, Gideon Gono figure sur la liste noire établie par l'UE et les Etats-Unis qui leur interdisent notamment l'accès à leur territoire suite aux violations des droits de l'homme au Zimbabwe. ♦ C.Ma.

